



5EMES RENCONTRES DE LA MOBILITE INCLUSIVE BILAN RP

Table des matières

AJIS – 28/4/2018	2
AFP – 29/5/2018.....	2
BULLETIN QUOTIDIEN – 29/5/2018.....	3
PQN.....	3
LA TRIBUNE – Dominique PIALOT - 29/5/2018	3
Article également repris dans La Lettre de la Tribune Bordeaux.....	3
LES HEBDOS	6
CHALLENGES – 24/5/2018.....	6
ENTREPRISE & CARRIERES - 4/6/2018.....	6
La TV	7
BFM TV – Emission : Non stop week-end 10h-12h – 2/6/2018	7
LE WEB.....	7
LA GAZETTE DES COMMUNES – Isabelle RAYNAUD - 29/5/2018	7
LOCALTIS – Morgan BOEDEC - 29/5/2018.....	9
SILVER ECO – 29/5/2018	10
LES ECHOS START – Lucas MEDIAVILLA - 30/5/2018	12
RSEDATANEWS	14
LE JOURNAL DE L’ENVIRONNEMENT – NEWSLETTER - 30/5/2018	15
LA GAZETTE SANTE SOCIALE – 4/6/2018.....	15
JACTIV.OUEST-France.FR – Ralitsa DIMITROVA - 7/6/2018	15
52 reprises de cet article dans les MAVILLE.COM de Blois, Granville, Caen, Bethune, Brignoles, Laseyne, Hyeres, Valenciennes, Lorient, Cherbourg, Paris, Niort, Laroche-sur-Yon, Guingamp, Lannion, Trouville, Dinan, Saint-malo, Lens, Saint-brieuc, Quimper, Vitre, Nantes, Grasse, Cholet, La Baule, Brest, Fougeres, Dunkerque, Rennes, Cagnes, Draguignan, Marseille, Angers, Laval, Nice, Les Sables d’Olonne, Poitiers, Cannes, Saint-Nazaire, Vannes, Toulon, Roubaix, Le Mans, Menthon, Tourcoing, Douai, Moulins, Lille, Saint-Lo, Arras, Frejus, Nice.....	16

AJIS – 28/4/2018



Mobilités en transitions : Quel choix de société ?

10:00 - 17:00

A l'approche de la future loi d'orientation des mobilités (LOM) et après la grande Consultation des Assises nationales de la Mobilité à laquelle Laboratoire de Mobilité inclusive a participé avec 15 propositions portées dans le projet de loi LOM, les Rencontres de la mobilité inclusive auront pour thème cette année « Mobilités en transitions, l'heure des choix ? ». A cette occasion, les résultats d'un sondage exclusif sur le thème « Les Français et l'accès aux services essentiels de la vie quotidienne » seront dévoilés.

Voir le programme complet : www.mobiliteinclusive.com/programme-des-cinquiemes-rencontres-de-la-mobilite-inclusive/

Lieu : Cité Internationale Universitaire de Paris, 17 Boulevard Jourdan - 75014 Paris

Inscription : mobiliteinclusive@ozinfos.com

AFP – 29/5/2018



mardi 29 mai 2018 06:00
1978 mots

AGENDA

AGENDA DES CONFERENCES DE PRESSE ET EVENEMENTS ECONOMIQUES JUSQU'AU 4 JUIN EN FRANCE

Paris, 29 mai 2018 (AFP) -ENQUETE: Nous souhaitons recueillir vos attentes en termes de contenu économique afin de mieux répondre à vos besoins. Répondre à ce questionnaire ne prendra pas plus de 5 minutes et nous vous remercions du temps que vous voudrez bien y consacrer: <http://u.afp.com/opbE>

Voici l'agenda prévisionnel des conférences de presse et autres événements économiques jusqu'au lundi 4 juin 2018 (heure de Paris):

(* - 10H00 - PARIS - Laboratoire de la Mobilité Inclusive: 5es Rencontres de la mobilité inclusive sur le thème "Mobilités en transitions : quel choix de société ?", en présence d'Elisabeth Borne, ministre des Transports - Cité internationale Universitaire (14e)

15H00 - PARIS - Foncière des Régions : conférence de presse en vue de présenter une nouvelle étape de son développement européen - 30 av. Kléber (16e)

Mme Elisabeth BORNE, ministre chargée des Transports, ouvrira ce matin les 5^{èmes} Rencontres de la Mobilité inclusive sur le thème "Mobilités en transitions : quel choix de société ?".

PQN

LA TRIBUNE – Dominique PIALOT - 29/5/2018

Article également repris dans La Lettre de la Tribune Bordeaux

LA
TRIBUNE

mardi 29 mai 2018 08:17
1103 mots

FRANCE

Sondage : la mobilité, indispensable à la qualité de vie des Français

DOMINIQUE PIALOT

Le sondage publié par le Laboratoire de la mobilité inclusive à l'occasion des Rencontres qui se tiennent ce 29 mai montre qu'une grande majorité des Français, et pas seulement les plus fragiles, estiment que la capacité à pouvoir se déplacer facilement est une condition sine qua non de leur qualité de vie.

Fondé en 2013, le Laboratoire de la mobilité inclusive étudie depuis le rôle de la mobilité dans la vie des populations les plus fragiles et cherche à faire reconnaître la mobilité comme une condition essentielle à l'exercice des droits de liberté, d'égalité et de citoyenneté. Traditionnellement, les deux facteurs qui limitent le plus la mobilité sont de nature géographique dans les territoires à faible densité, et les difficultés de certaines populations (en situation de handicap, personnes âgées, jeunes et foyers modestes) pour utiliser les équipements existants, ce qui représente pas moins de 7 millions de personnes empêchées dans leur mobilité.

Une majorité de Français concernés

Mais le sondage « *La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne* », commandé à l'Institut Elabe et publié ce 29 mai, prouve que c'est un enjeu majeur pour l'ensemble des Français, quels que soient leur âge et leur lieu de résidence. En effet, **ils sont 65% à considérer que la capacité à se déplacer facilement est indispensable à leur qualité de vie quotidienne**. Ils sont même 30 à 40% à avoir déjà dû renoncer ou repousser une activité du quotidien (sortie culturelle ou de loisirs, démarches administratives, rendez-vous médical, activité sportive ou courses alimentaires. Sur le plan de l'emploi, 30% des personnes interrogées ont déjà envisagé de changer de mode de vie en pratiquant le télétravail, en se mettant à temps partiel, voire en arrêtant de travailler ! Ce sont les jeunes actifs et les habitants de zones urbaines qui sont le plus tentés par ce changement de vie.

Les plus concernés par ces difficultés sont les usagers réguliers des transports en commun et les personnes sans voiture. Comme l'avaient déjà démontré de précédentes études du think tank, les jeunes entre 18 et 25 ans sont parmi ceux qui souffrent le plus de cette difficulté à se déplacer, et les actifs plus affectés que les retraités.

La mobilité des Franciliens en question

Mais le principal enseignement de ce sondage, ce sont probablement ces 54% d'habitants de la région parisienne, qui concentre pourtant le plus large choix de moyens de transport, ayant déjà renoncé à une sortie culturelle ou sportive pour cause de difficultés à se déplacer. 32% de cette population ont même parfois renoncé à se rendre dans un lieu inconnu. C'est plus que la moyenne nationale. Ce résultat prouve qu'au-delà du choix, c'est la question de la fluidité, mais aussi le manque de maîtrise du « mode d'emploi » du réseau de transports, qui handicape une grande partie de la population francilienne. En cause, selon Valérie Dreyfuss, la déléguée générale du Laboratoire de la mobilité inclusive, une offre pléthorique et des transformations très rapides qui nécessiteraient un accompagnement afin que ces populations parviennent à maîtriser la multimodalité.

Au niveau national, ils sont 29% à avoir renoncé à un déplacement par crainte de se perdre, et 22% par incapacité à construire leur itinéraire.

Côté solutions, 53% des Français évoquent un coût des transports moins élevé, et 35% des horaires et une fréquence plus adaptés à leurs besoins. Mais aussi, surtout parmi les jeunes (de 18 à 34 ans), l'acquisition d'un véhicule (20%). Le développement du co-voiturage (10%) ou de services de location de voitures ou scooters (8%) viennent loin derrière.

--



[Côté solutions, 53% des Français évoquent un coût des transports moins élevé. Cliquez sur l'infographie pour l'agrandir. Crédit : Statista]*

--

Avant la mobilité, rendre l'information accessible

C'est pourquoi, si elle reconnaît le potentiel des nouveaux services de mobilité liés au numérique, Valérie Dreyfuss rappelle l'une des recommandations du groupe de travail « Mobilités plus solidaires » que le Laboratoire de la mobilité inclusive a présidé dans le cadre de la préparation du projet de loi d'orientation sur les mobilités (LOM) : favoriser une information fiable et centralisée, accessible à tous aussi bien de façon numérique que via des plateformes téléphoniques ou des relais de proximité « en dur ». Il apparaît également nécessaire de développer le conseil et l'apprentissage de la mobilité de façon individuelle, par exemple auprès des personnes âgées lorsqu'elles doivent cesser d'utiliser leur véhicule personnel. Il faudrait pour ce faire essaimer la centaine de plateformes de mobilité qui existent déjà, mais ne touchent qu'environ 100.000 personnes.

Limiter à la fois les déplacements et l'isolement

Sur le plan sociétal, la conséquence la plus directe de ces renoncements à se déplacer : l'isolement. En effet, que ce soit pour rendre visite à leur famille (37%) ou à des amis (34%), les Français sont nombreux à avoir renoncé faute d'un accès à un moyen de transport. Le laboratoire plaide également pour des changements au sein des entreprises, dans l'organisation de l'espace en rapprochant services et biens des populations, et pour une dématérialisation accrue, qui permettrait de limiter le besoin de se déplacer. Le développement des services de mobilité inversée (par exemple des facteurs livrant courses et médicaments) va dans le même sens. Autant de solutions qui impliquent une meilleure transversalité des politiques publiques. À plus long terme, il paraît tout aussi essentiel de pratiquer un urbanisme favorisant une plus grande mixité fonctionnelle au sein d'un même espace. À la clé, seuls les déplacements à réelle « valeur sociale ajoutée » pourraient être conservés.

Éliminer les « zones blanches de mobilité »

Sur le plan financier, plutôt que la gratuité totale des transports publics, le Laboratoire plaide pour un « droit de tirage mobilité » dont disposerait chaque Français, qui pourrait l'utiliser selon ses besoins. Ce dispositif est actuellement en test à Mulhouse. De façon générale, Valérie Dreyfuss souhaiterait voir les aides plus adaptées au niveau de revenus réels. Ainsi, les retraités bénéficient aujourd'hui de conditions préférentielles alors que tous ne disposent pas du même budget.

Autre cheval de bataille du Laboratoire : la chasse aux « zones blanches de mobilité », ces trois-quarts du territoire français (soit 25,000 communes et 19 millions d'habitants) qui ne sont couverts par aucune Autorité organisatrice de mobilité. Pourtant, leur présence sur un territoire est un pré-requis pour l'accès à la mobilité au plus grand nombre.

Coïncidant parfois avec les zones blanches numériques, ces zones blanches de mobilité accentuent encore la fragilité de certains territoires. D'où la toute première mesure proposée par l'atelier « Mobilité plus solidaires » supprimer ces zones blanches et élargissant hors

AOM la compétence des régions à l'ensemble des mobilités, qui deviendraient alors « autorités organisatrices de la mobilité régionale ».

Une piste que la déléguée générale pourra à nouveau exprimer auprès de la ministre des Transports Élisabeth Borne, qui ouvre ce matin les cinquièmes rencontres de la mobilité inclusive.

(*) Un graphique de notre partenaire [Statista](#).

LES HEBDOS

CHALLENGES – 24/5/2018



ENTREPRISE & CARRIERES - 4/6/2018

Entreprise•**Carrières**

Pays : France
Périodicité : Hebdomadaire
OJD : 6258



Date : 04/10 JUIN 18
Page de l'article : p.17
Journaliste : SOPHIE MASSIEU

Le 29 mai prochain, se tiennent les 5^{es} rencontres de la mobilité inclusive, à Paris. Le thème retenu : mobilités en transitions, l'heure des choix ?

INFOS ET INSCRIPTIONS :
www.mobiliteinclusive.com/5es_rencontres

La TV

[BFM TV – Emission : Non stop week-end 10h-12h – 2/6/2018](#)

Résumé :

L'éco du week-end - La première préoccupation quotidienne des français est désormais de pouvoir se déplacer sans contrainte. Selon une étude du Laboratoire de la Mobilité Inclusive, quatre français sur dix déclarent avoir dû renoncer à se déplacer à cause des transports.

LE WEB

[LA GAZETTE DES COMMUNES – Isabelle RAYNAUD - 29/5/2018](#)

MOBILITÉ INCLUSIVE

Manque de transports : on se prive de sortie... même en Ile-de-France

Publié le 29/05/2018 • Par [Isabelle Raynaud](#) • dans : [France](#)

41% des personnes interrogées par le Laboratoire de la mobilité inclusive ont renoncé ou repoussé un loisir ou une sortie, faute de transports. Les usagers jugent également que le coût des transports devrait baisser pour améliorer la qualité de vie.

De quoi ont besoin les Français, en matière de transports, pour se déplacer facilement et améliorer leur qualité de vie au quotidien ? C'est pour le savoir que le Laboratoire de la mobilité inclusive (LMI) a lancé une étude « La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne »⁽¹⁾, qui paraît pour les 5^{es} Rencontres de la mobilité, ce 29 mai 2018.

Si l'an dernier l'étude du Laboratoire était consacrée aux [liens entre mobilités et emploi](#), elle s'attelle cette fois à trouver les freins aux déplacements du quotidien : démarches administratives, loisirs et sorties culturelles, rendez-vous médical, courses... Si 65% des personnes interrogées considèrent que se déplacer facilement est une condition « indispensable » pour la qualité de la vie quotidienne, ils sont nombreux à déjà avoir annulé ou repoussé une sortie faute de transports.

Risque d'isolement social

Dans le détail, 41% des sondés ont renoncé ou repoussé à plus tard une sortie culturelle, 36% à faire des démarches administratives, 30% à se rendre à un rendez-vous médical, 29% à pratiquer une activité physique ou sportive et 26% à faire ses courses alimentaires.

Particularité des résultats : ce sont les habitants de l'agglomération parisienne qui déclarent plus largement que la moyenne avoir déjà renoncé à des loisirs ou à une sortie culturelle (54 %). « Pour cette population qui dispose d'un large choix de moyens de transport, c'est moins un manque d'offre de transport qu'une question de fluidité », explique Valérie Dreyfuss, déléguée générale du LMI.

Le manque de déplacement peut aussi causer un isolement social. 37% des personnes interrogées affirment ainsi qu'elles ont déjà renoncé à rendre visite à leur famille car elles n'avaient pas accès à un moyen de transport pour s'y rendre. 34% ont également décliné une invitation chez des amis.

Freins financiers

Pour améliorer leur situation, 23% des sondés envisagent de déménager pour se rapprocher des centres d'activités ; 30% pourraient changer de travail ou de mode de vie (télétravail, temps partiel, arrêt de l'activité).

Mais surtout, pour améliorer leurs déplacements, les internautes ayant répondu au sondage souhaitent un coût des transports à la baisse : essence, tickets de transport, assurance... Ils sont 53% à trouver que les mobilités ont un coût important. Ils suggèrent également, à 35%, un réseau de transports en commun avec des horaires ou des fréquences mieux adaptées à leur quotidien.

Mobilité inclusive - Transports collectifs en site propre : la discrète annonce d'un quatrième appel à projets

Les élus locaux ont répondu présent à l'invitation du Laboratoire de la mobilité inclusive qui organisait ce 29 mai ces cinquièmes rencontres à la Cité internationale universitaire de Paris. La ministre chargée des transports, Elisabeth Borne, a rappelé que le droit à la mobilité pour tous sera inscrit dans la prochaine loi d'orientation (LOM). Et a annoncé le lancement d'un quatrième appel à projets transports collectifs en site propre centré sur la desserte des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Des maires et présidents d'intercommunalités mais aussi des députés comme Jean-Marc Zulesi (LREM, Bouches-du-Rhône) sont intervenus lors des cinquièmes [Rencontres de la mobilité inclusive](#) organisées le 29 mai par le laboratoire du même nom, piloté par 18 membres partenaires. Ce parlementaire, après avoir pris part aux Assises de la mobilité, voit son agenda rempli par des réunions portant sur le projet de loi d'orientation sur les mobilités (LOM), dont il serait pressenti pour être le rapporteur mais dont la présentation a pris du retard et doit être repoussée à la mi-juin. Accaparée par la réforme ferroviaire, Elisabeth Borne confie pour sa part son impatience de défendre ce texte au spectre très large impliquant plusieurs ministères et des pré-arbitrages tendus avec Bercy. En modernisant un ensemble d'outils à la disposition des collectivités, la LOM devra, attend ce député, permettre une gouvernance des transports mieux adaptée "au plus près des territoires" et "faciliter l'expérimentation, l'innovation, tant dans les villes que dans les régions et métropoles qui doivent aussi agir en faveur d'une mobilité plus inclusive".

Droit à la mobilité

Zones blanches sans solutions de mobilité et freins à l'emploi, plates-formes de mobilité déjà actives sur le territoire et autres actions (transport à la demande, meilleure information) mises en place tant par des start-up que par Pôle emploi : les initiatives ont fusé lors de ces rencontres. Qu'elles soient publiques ou privées, elles ne semblent pas manquer. La ministre semble marquer un intérêt particulier pour les solutions de mobilité partagée à développer en territoire rural.

Parmi les grands principes au frontispice de la future LOM devrait figurer la reconnaissance d'un droit à la mobilité pour tous. Une dizaine de personnalités viennent d'ailleurs de publier une [tribune](#) sur le sujet.

Enfin, lors de ces rencontres Elisabeth Borne, qui a échangé hier avec les associations d'élus, a annoncé le lancement d'un quatrième appel à projets transport collectif en site propre (TCSP). Celui-ci devrait mettre l'accent sur la desserte des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ni son montant ni son calendrier n'ont été précisés.

SILVER ECO – 29/5/2018

The screenshot shows the SilverEco.fr website header. On the left is the logo 'SilverEco.fr LE PORTAIL NATIONAL DE LA SILVER ECONOMIE'. In the center is a banner for the '18^e Congrès National' held on '14 & 15 JUIN 2018' at the 'CITÉ 1 CENTRE DES CONGRÈS des Professionnels du Grand Âge'. To the right of the banner are logos for 'ONLY LYON' and 'SYNERPA'. Below the banner is a black navigation bar with white text links: ACCUEIL, ACTEURS SILVER ECO, ACTUALITÉS, DOSSIERS, ETUDES & RAPPORTS, PAROLES D'EXPERTS, AGENDA, NEWSLETTER. Below the navigation bar, on the left, is a text snippet: '65 % des Français considèrent que la capacité à pouvoir se déplacer facilement est indispensable pour la qualité de leur vie quotidienne'. To the right of this text are social media icons for email, Facebook, Google+, LinkedIn, RSS, and Twitter. Below the icons is a search bar with the placeholder text 'Votre recherche sur SilverEco.fr' and a 'RECHERCHER' button.

[Le Laboratoire de la Mobilité inclusive](#), Think Tank, publie à l'occasion des [5e Rencontres de la mobilité](#) qui se tiennent, ce jour, [une enquête inédite « La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne »](#). Ce sondage réalisé par l'Institut Elabe dresse un état des lieux, identifie les obstacles, mais aussi les pistes d'amélioration prioritaires qu'attendent les Français pour permettre à tous d'accéder en toute liberté et autonomie aux services du quotidien.

Une enquête menée par le Think Tank Le Laboratoire de la Mobilité inclusive avec l'Institut Elabe sur « La mobilité et l'accès des Français aux services de la vie quotidienne » révèle que **65 % des Français considèrent que la capacité à pouvoir se déplacer facilement est indispensable pour la qualité de leur vie quotidienne.**

La mobilité, un besoin universel souvent contrarié

Se déplacer facilement, une condition indispensable pour la qualité de vie au quotidien, c'est ce qu'estiment 65 % des Français interrogés par l'Institut Elabe, quels que soient leur âge, leur lieu de résidence ou leur habitation. « *L'enquête révèle que la mobilité est un sujet universel, puisque tous les Français, et pas seulement les plus fragiles, se sentent concernés* », commente Valérie Dreyfuss, déléguée générale du Laboratoire de la Mobilité inclusive (LMI).

Pourtant, les Français font souvent l'expérience d'une mobilité entravée, contrainte, empêchée. **1 Français sur 3 estime être contraint dans ses déplacements ou modes de transport pour faire des démarches administratives (44 %), accéder à des loisirs ou faire une**

sortie culturelle (41 %), se rendre à un rendez-vous médical (37 %), faire ses courses alimentaires (35 %) ou pratiquer une activité physique ou sportive (26 %).

« Il est impensable, au 21e siècle, à l'ère de la consommation et des progrès techniques, que remplir son réfrigérateur puisse encore poser un problème pour 35 % des personnes interrogées », s'alarme Valérie Dreyfuss.

Au-delà de la contrainte perçue, **3 à 4 Français sur 10 déclarent avoir déjà repoussé à plus tard ou renoncé (par défaut de mobilité) à accéder à des loisirs ou faire une sortie culturelle (41 %), faire des démarches administratives (36 %), se rendre à un rendez-vous médical (30 %), pratiquer une activité physique ou sportive (29 %) ou faire ses courses alimentaires (26 %).**

Ce sont les usagers réguliers des transports en commun mais également les personnes non équipées d'une voiture qui sont les plus contraints. D'après le sondage, les empêchés de la mobilité sont en priorité les jeunes (18-25 ans), les actifs (cadres et employés) plus que les retraités.

Fait surprenant : ce sont les habitants de l'agglomération parisienne qui déclarent plus largement que la moyenne avoir déjà renoncé à des loisirs ou à une sortie culturelle (54 %). « Pour cette population qui dispose d'un large choix de moyens de transport, c'est moins une un plus large choix d'offres que de fluidité », explique Valérie Dreyfuss.

Lire aussi : [Transports en commun : vers une meilleure accessibilité pour les personnes âgées et handicapées ?](#)



La mobilité, un révélateur de fragilités (notamment cognitives)

29 % des personnes interrogées ont déjà renoncé à des déplacements par crainte de se perdre ou de ne pas réussir à s'y rendre et 22 % par incapacité à construire son itinéraire. « La mobilité n'est pas uniquement une affaire d'offre de transports. C'est aussi la capacité à pouvoir comprendre le système de transports en place ; ce qui renvoie aux compétences cognitives », commentent les experts du sondage.

« Voilà pourquoi l'apprentissage et l'accompagnement des plus vulnérables sont des actions indispensables d'émancipation individuelle et d'inclusion sociale et professionnelle. C'est la vision que porte le Laboratoire de la Mobilité inclusive auprès des pouvoirs publics depuis maintenant plusieurs années », ajoute Valérie Dreyfuss.

Face à la multitude de l'offre (bus, tramway, métro, RER...), ce sont les habitants des zones les plus urbaines (agglomération parisienne et agglomérations de plus de 100 000 habitants) qui semblent être les plus en difficulté. **32 % des résidents de l'agglomération parisienne déclarent avoir renoncé à se rendre dans un lieu inconnu par incapacité à construire son itinéraire.**

« L'offre est tellement vaste et les transformations sont si rapides que les populations des zones urbaines ont besoin d'être accompagnées pour qu'à terme elles gagnent en autonomie. C'est aussi l'enjeu du multimodal et la capacité de tous à s'en saisir », insiste Valérie Dreyfuss.

Les freins à la mobilité, accélérateurs d'isolement social

Conséquence au renoncement à se déplacer : **l'isolement**. 37 % des Français affirment qu'ils ont déjà renoncé à rendre visite à leur famille car ils n'avaient pas accès à un moyen de transport pour s'y rendre. Un chiffre quasiment aussi important lorsqu'il s'agit de passer du temps avec ses amis (34 %).

L'entrave au lien social pour cause de mobilité est plus largement vécue par les non-équipés de voiture (54/59 %), les usagers réguliers des transports en commun (48/60 %), les plus jeunes (58/59 %) et les actifs, notamment cadres (38/46 %) et employés (42/44 %). Le taux de renoncement atteint 46/47 % auprès des habitants de l'agglomération parisienne, soit 10/12 points de plus que la moyenne des Français.

Les freins à la mobilité, générateurs de bouleversement du mode de vie

Pour pallier les difficultés de déplacement, bon nombre de Français interrogés songent à changer de mode de vie. 30 % des actifs en emploi envisagent le télétravail, le temps partiel, arrêter de travailler ou changer de poste. L'aspiration au changement est nettement plus forte chez les jeunes actifs (39 % et 38 % auprès des 25-34 ans) et des habitants des zones urbaines (33 % dans les villes de plus de 100 000 habitants et 35/41 % dans l'agglomération parisienne). 23 % des Français ont même déjà envisagé de déménager pour se rapprocher de leurs centres d'activité.

Mobilité, des pistes de solutions suggérées

Afin de lever les freins, les Français interrogés évoquent tout d'abord l'aspect financier. En effet, 53 % des Français (soit plus d'un sur deux), quels que soient l'âge, la profession ou le lieu de résidence, suggèrent pour améliorer leurs déplacements un coût de transport moins cher (essence, ticket de transport, assurance, etc.). Ensuite, ils suggèrent un réseau de transports en commun avec des horaires ou des fréquences mieux adaptés à leur quotidien (35 %), mais aussi l'acquisition d'un véhicule qui va de pair avec l'obtention du permis de conduire : 20 % des Français évoquent le besoin d'un véhicule (supplémentaire ou 1er véhicule) pour améliorer leur mobilité au quotidien. Cette solution est nettement plus citée parmi les jeunes (28 % des 18-24 ans et 23 % des 25-34 ans).

Actual / Actu / Société
EN STOP
La mobilité des jeunes Français, un vrai problème de société

Par Lucas Meibohm le 19/05/2018 à 19:22, mis à jour le 30/05/2018



Les problèmes de mobilité touchent directement les jeunes dans leurs activités quotidiennes mais aussi l'emploi. @theuserank

La question de la mobilité se pose de manière accrue pour les jeunes, selon une étude de l'institut Elabe publiée lundi. Une proportion notable des 18-24 ans renonce régulièrement à des services du quotidien faute d'avoir un moyen de transport pour s'y rendre.

Faire ses courses, réaliser une démarche administrative, se rendre à un rendez-vous médical ou accéder à un loisir ou une activité culturelle... Environ un tiers des jeunes de 18 à 24 ans y renonce régulièrement, faute de trouver un moyen de transport pour s'y rendre.

C'est une des conclusions de la dernière enquête réalisée par l'institut de sondage Elabe* à l'occasion des 5èmes rencontres de la Mobilité inclusive organisées par le Laboratoire de la mobilité inclusive. Une journée de table-rondes alors que se profilent les débats sur la loi Lom (Loi d'Orientation des mobilités), présentée dans les prochains jours à l'Assemblée.

Le constat global de l'étude est sévère, indiquant que plus d'un tiers des français (3 à 4 français sur 10) estiment être "contraints" dans leurs déplacements. Et ce, pour des tâches aussi essentielles que les tâches administratives, les loisirs ou activités culturelles, les rendez-vous médicaux, les courses alimentaires ou encore les activités physiques et sportives. "La proportion est quasi-systématiquement supérieure en ce qui concerne l'échantillon 18-24 ans", indique Laurence Bedeau, directrice associée chez Elabe.

Cette contrainte de mobilité a aussi un impact sur le lien social. 37% des 18-24 ans ont déjà renoncé plusieurs fois à passer du temps avec leurs amis (contre 20% en moyenne nationale) et 32% à rendre visite à leur famille.

Les populations déjà vulnérables sont les plus touchées

Les résultats inquiétants du sondage réalisé par Elabe n'étonnent pas Valérie Dreyffuss. Déléguée générale du Laboratoire de la Mobilité inclusive (LMI), elle avait déjà commandé une étude axée sur l'emploi et la mobilité des jeunes de 16 à 25 ans en 2014. 700 jeunes, dont une proportion non négligeable accompagnée par une mission locale (177), avaient répondu à l'enquête. "73% d'entre eux jugeaient qu'ils pourraient répondre à plus d'offres d'emplois s'ils n'avaient pas de problèmes pour se déplacer. 41% ont refusé un emploi ou une formation, 61% d'entre eux risquaient de perdre leur emploi sans le mode de transport qu'ils utilisaient actuellement. C'est énorme", juge-t-elle.

Dans son étude, la grande majorité (71%) des jeunes lient leurs problèmes de mobilité à des problèmes d'ordre économique ou matériel (coût d'une voiture personnelle, du permis de conduire, prix des transports en commun). Parfois en dépit des dispositifs d'aides existants. "Les politiques de tarifs préférentiels, dans les transports en commun par exemple, se sont

multipliées ces dernières années. Mais c'est parfois très difficile de s'y retrouver. Les taux de non-recours sont très importants", indique encore Valérie Dreyfuss.

Former les jeunes à la mobilité

Pour la déléguée générale du LMI, un vrai enjeu réside dans l'apprentissage de la mobilité. "Est-ce que financer tout ou partie du permis de conduire va résoudre tous les problèmes ? Quand bien même les jeunes ont obtenu le permis, ils n'arriveront pas à s'acheter une voiture, régler le prix de l'assurance ou l'essence", explique-t-elle, avant d'ajouter "Je crois davantage à des enveloppes mobilité". Selon les situations personnelles des jeunes et leurs projets, leur fournir des conseils et une aide financière adaptées à leur cas.

Laurence Bedeau de l'institut Elabe juge aussi qu'un effort est nécessaire dans l'accompagnement des publics. "Au-delà même de l'infrastructure de transport, il y a un enjeu cognitif. Entre 10 et 20% des Français renoncent régulièrement à se déplacer dans des lieux inconnus par peur de se perdre ou parce qu'ils ne savent pas programmer un itinéraire". Sur cet aspect, les 18-24 ans ne sont pas plus concernés que le reste de la population. Mais cela reste un facteur surprenant pour une population ultra-connectée (95% des 18-24 ans sont détenteurs d'un smartphone selon une étude du Crédoc en 2016) et munie d'applications de guidage en temps réel. "Il y a une vraie question pour les publics fragiles autour de l'acquisition de la grammaire numérique. Connecté ne veut pas dire capable d'utiliser son smartphone à des fins de mobilité ou de recherche d'emploi", répond Valérie Dreyffuss.

La déléguée générale du LMI se dit très attentive aux conclusions de la prochaine loi mobilité. "On parle énormément de mobilité environnementale et écologique, beaucoup moins de mobilité sociale. Pour un jeune, la mobilité c'est la liberté et l'autonomie", conclut-t-elle.

*Méthodologie de l'étude Mobilité et accès aux services du quotidien réalisée par Elabe : Echantillon de 1000 individus, représentatif des résidents de la France métropolitaine, âgés de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du répondant, région et catégorie d'agglomération). Interrogation en ligne les 1er et 2 mai 2018

RSE DATANEWS



L'information RSE essentielle pensée pour les professionnels.

ENQUÊTES

ACCUEIL > ACTUALITÉ > INFRASTRUCTURES & TERRITOIRES DURABLES > TRANSPORTS-MOBILITÉ

Mobilité : un enjeu croissant pour les entreprises

La mobilité, corollaire indispensable à la qualité de vie



52 reprises de cet article dans les MAVILLE.COM de Blois, Granville, Caen, Bethune, Brignoles, Laseyne, Hyeres, Valenciennes, Lorient, Cherbourg, Paris, Niort, Laroche-sur-Yon, Guingamp, Lannion, Trouville, Dinan, Saint-malo, Lens, Saint-brieuc, Quimper, Vitre, Nantes, Grasse, Cholet, La Baule, Brest, Fougères, Dunkerque, Rennes, Cagnes, Draguignan, Marseille, Angers, Laval, Nice, Les Sables d'Olonne, Poitiers, Cannes, Saint-Nazaire, Vannes, Toulon, Roubaix, Le Mans, Menthon, Tourcoing, Douai, Moulins, Lille, Saint-Lo, Arras, Frejus, Nice

Face aux coûts élevés des transports, les jeunes sont une population fragile en termes d'accès à la mobilité. Importance du permis de conduire, accessibilité des transports en commun... Une enquête Elabe révèle les contraintes qu'ont les jeunes au quotidien.

Le laboratoire de la mobilité inclusive a organisé fin mai, la cinquième [rencontre autour de cette thématique](#). Dans ce cadre, [une enquête Elabe](#) a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 Français parmi lesquels se trouvent les 18-24 ans. Les moyens de transport ont considérablement évolué au fil des ans. Pour autant, la population jeune reste la plus vulnérable face aux inégalités d'accès à la mobilité.

Améliorer les conditions de transport est une priorité

Faute de moyens de transport, 58 % des jeunes ont déjà renoncé à rendre visite à leur famille. Ils sont 54 % à renoncer à passer du temps avec leurs amis pour les mêmes raisons. Le transport est ainsi perçu comme étant un facteur d'exclusion sociale.

Mais au-delà des interactions sociales, ces contraintes de mobilité peuvent freiner de nombreuses activités. Ainsi, 60 % des 18-24 ans ont déjà renoncé ou repoussé des démarches administratives, faute de moyens pour s'y rendre. 45 % ont repoussé les courses alimentaires et 54 % ont différé un rendez-vous médical.

Pour améliorer leurs conditions de transport, les sondés s'attendent à des prix plus abordables. Les personnes interrogées préconisent aussi des transports en commun plus accessibles en termes d'horaires, de fréquence et de lieux desservis. Reléguée au second plan, la possession d'un véhicule et du permis de conduire est moins importante qu'un réseau de transport efficace.

Les 18-24 ans face à la mobilité

Pour des raisons de transport...



powered by
PIKTOCHART

Le permis de conduire n'est pas une fin en soi

28 % des 18-24 ans estiment que le permis est un moyen d'améliorer sa mobilité au quotidien contre 14 % de l'ensemble des Français. Un chiffre assez peu élevé car le permis n'est pas une fin en soi. Il faut par la suite investir dans un véhicule, une assurance, et prendre en charge l'entretien de la voiture. 42 % des 18-24 ans estiment avoir besoin d'un véhicule pour améliorer leur mobilité. Un taux bien supérieur à l'ensemble des Français (20 %). Mais les jeunes n'ont pas toujours les économies pour se payer un tel luxe et restent souvent tributaires des transports en commun.

Trouver un emploi incite à se rapprocher des métropoles

Conscients qu'il faut se rapprocher des grandes villes pour favoriser son insertion professionnelle, les jeunes hésitent moins que leurs aînés à changer de domicile. Ainsi, 37 % des 18-24 ans ont envisagé de déménager pour se rapprocher de leur centre d'activité. La question de la mobilité se pose davantage en dehors des métropoles où l'offre en transports en commun est moins régulière.

